



# FACE AU COUP DE FORCE DE LA BCE, SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE DE GRECE !

**Exigeons l'annulation de la part de la dette grecque  
détenue par la France !**

*Tract PSA Saint-Ouen du 19/02/2015*

## **Le coup de force de la BCE contre la Grèce**

La semaine dernière la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé de mettre la pression sur le gouvernement grec dirigé par Syriza : elle a décidé de ne plus accepter les obligations émises par la Grèce comme garantie pour offrir de la liquidité aux banques grecques tant que le pays ne serait pas arrivé à conclure un accord avec ses « partenaires » européens sur sa dette. Une action scandaleuse qui vise à obliger le gouvernement de Tsipras à continuer à appliquer des mesures d'austérité contre les classes populaires et les masses du pays. Cette technique de pression a déjà été utilisée contre l'Irlande et Chypre dans le passé récent.

## **Une décision politique de la BCE qui comporte des risques**

Cette décision de la BCE est un alignement direct sur le positionnement dur de Berlin face au nouveau gouvernement grec. L'objectif principal de cette position dure de la part de l'Allemagne, c'est d'éviter que d'autres pays endettés ne soient encouragés à restructurer leur dette à l'image de ce qu'essaye de faire le nouveau gouvernement grec. Et cela vise principalement des formations politiques telles que Podemos dans l'Etat Espagnol. Mariano Rajoy sait très bien que le succès de Syriza pourrait marquer la fin de son gouvernement lors des élections de cette année.

Mais, les risques sont importants: même si un nouvel accord est trouvé entre la Troïka et le gouvernement grec, cela pourrait accentuer la fuite de capitaux que la Grèce connaît depuis décembre. Cette perspective pourrait avoir des conséquences pour l'ensemble de l'UE et rouvrir une crise de la zone euro, ce qui n'est pas du tout une bonne nouvelle pour l'Allemagne dont les exportations dépendent en grande partie de la bonne santé financière et économique de ses « partenaires » européens. Et si la Grèce quitte la zone euro, la crise sera d'autant plus forte.

## **L'attitude conciliatrice du « gouvernement anti-austérité »**

Si les premières déclarations de Tsipras ont été « incendiaires » contre la Troïka, ces derniers jours on a pu noter un changement d'attitude. En effet, en « tournée européenne » avec son ministre des finances Varoufakis pour trouver des partenaires et des soutiens pour sa politique, Tsipras s'est montré très conciliateur avec les créanciers du pays. Très vite, la revendication d'une annulation partielle de la dette grecque a été abandonnée pour ne pas heurter la sensibilité de l'Allemagne, et substituée par une demande de restructuration de celle-ci. Autrement dit, la Grèce devra rembourser la totalité de sa dette de plus de 320 milliards d'euros ; il n'y aura, en principe, pas d'effacement même partiel de la dette. La décision de la BCE a révélé la vraie puissance des impérialistes et le caractère utopique de la politique de Syriza, car il est tout à fait illusoire de prôner la « rupture » avec la Troïka tout en continuant à payer la dette, même avec des nouvelles modalités.

D'ailleurs, alors qu'ils avaient déclaré ne pas vouloir rencontrer la Troïka dans leur « tournée européenne » Tsipras et Varoufakis ont finalement rencontré les responsables du FMI, de la BCE, Hollande, le ministre des finances allemand, Wolfgang Schaeuble, le premier ministre italien Matteo Renzi, entre autres. Bref, la Troïka...

## **Solidarité internationaliste avec le peuple grec ! Pour l'annulation de la dette !**

Face au chantage et aux pressions des impérialistes pour que le gouvernement grec continue à mener une politique criminelle à l'égard des classes populaires, nous exprimons toute notre solidarité internationaliste et affirmons que le peuple grec ne doit rien ! Ce sont les banquiers et les capitalistes qui se sont enrichis avec leurs affaires spéculatives sur le dos des travailleurs qui doivent maintenant payer la crise.

La France détient 40 milliards d'euros de la dette grecque (qui s'élève à 320 milliards). Il s'agit d'une tâche fondamentale pour le mouvement ouvrier en France de se mobiliser pour exiger du gouvernement français l'annulation de la partie de la dette grecque détenue par la France ! Ce serait un pas important vers l'annulation de l'ensemble de la dette grecque. Les responsables des soi-disant problèmes financiers de l'Etat français ou d'autres pays impérialistes ne sont pas les travailleurs et les masses de Grèce, ou encore les dépenses sociales, mais bien les banquiers et les riches qui ont été sauvés avec l'argent public. C'est donc à eux d'assumer les frais de la crise de leur système.



## Le NPA en réunion publique à Saint-Ouen

Le jeudi 5 février dernier, le comité NPA Saint-Ouen organisait une réunion publique pour discuter de la situation nationale. Après les attentats des 7 et 9 janvier et la manifestation nationale du 11 janvier, le gouvernement adopte un discours d'union nationale pour accélérer son offensive contre les travailleurEs et les plus démunisEs : le 26 janvier, les discussions autour de la loi Macron ont été lancées à l'Assemblée nationale et parallèlement, le gouvernement mène une offensive répressive au nom de la lutte contre le terrorisme.

Au café Le Jaurès, une vingtaine de personnes se sont réunis pour partager leurs impressions et pour certainEs découvrir pour la première fois la politique que défend le NPA. D'autres avaient déjà eu des discussions avec le comité, mais ce qui primait pour tous était l'opposition à ce gouvernement qui fait payer la crise aux travailleurEs par l'attaque au code du travail au nom de « l'égalité et du progrès » et la répression policière, renforcée après les attentats qui fait ressentir, plus ouvertement que d'habitude, le racisme et l'islamophobie. Des travailleurEs de l'éducation nationale ont évoqué, par exemple, les mesures de surveillance imposées dans les collèges et lycées du 93.

Tandis que le gouvernement profite d'un bond de popularité pour adapter sa politique, aux travailleurEs de s'organiser pour renverser cette situation. Le comité NPA Saint-Ouen invite tous ceux qui se sentent concernés à le rejoindre.

### SOLIDARITE AVEC LES SALARIE.E.S EN GREVE DE L'UNIVERSITE PARIS 8 !

Les « petites mains » de Paris 8, c'est-à-dire les salarié-e-s qui font tourner l'université, sont en grève depuis le 19 janvier contre les bas salaires. **Ce qu'il se passe à Paris 8, c'est une grève contre la précarité!**

Face au bras de fer de la présidence, les grévistes ne se découragent pas et continuent leur lutte, déterminées à obtenir une augmentation de leurs revenus. Depuis la rentrée, plus d'un millier d'étudiant-e-s, enseignant-e-s et personnels ont signé la pétition de soutien et passent tous les jours voir les grévistes sur le piquet de grève sur la passerelle du bâtiment A. Et le rapport de force se construit: lundi 16 février ce sont des travailleur-se-s de la formation continue qui rejoignent le mouvement!

### SOIRÉE DE SOUTIEN AUX GRÉVISTES DE LA FAC DE PARIS 8

**JEUDI 19 FÉVRIER  
A PARTIR DE 18H  
DANS LE HALL DU BAT. C**

**CONTRE LA PRÉCARITÉ  
DES SALARIÉES À LA FAC!**

**RENCONTRE  
AVEC LES  
GRÉVISTES**

**CONCERT DE  
«LA RABIA»**

**BUFFET  
SOLIDAIRE**

**2 RUE DE LA LIBERTÉ  
93200 SAINT DENIS  
METRO 13 SAINT-DENIS  
UNIVERSITÉ**

Après un mois de manœuvres pour esquiver le problème, la présidence doit se confronter aux revendications légitimes des grévistes. Une augmentation conséquente de la prime mensuelle en premier lieu. Ni les menaces de retenue sur salaire, ni l'opacité de la répartition de l'argent de l'Université n'ont arrêté les grévistes. Les étudiants solidaires des grévistes partagent la saine curiosité des travailleur-se-s de la fac: où vont les centaines de milliers d'euros de budget? A côté de ça, ceux qui font tourner l'université (en faisant les plannings, en tenant les blogs d'infos, en rentrant les notes, en éditant les diplômes, etc.) galèrent à arriver à la fin du mois! **Améliorer leurs conditions de travail, c'est aussi améliorer les conditions d'études de tou-te-s les étudiants!**

Depuis le 12 février, les négociations ont repris. Elles peuvent déboucher sur une **augmentation de salaire pour l'ensemble des travailleur-se-s administratifs de l'université, ce qui permettrait de démontrer que la lutte paye!** C'est pour cela qu'il est important, plus que jamais, de leur apporter notre solidarité.

**Rendez-vous nombreux et  
nombreuses JEUDI 19 FEVRIER  
2015 à partir de 18h**

**A l'Université Paris 8 – Saint-Denis  
2, rue de la Liberté - Face au métro Saint-Denis  
Université (ligne 13)**